

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 21/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METAL COLOR EUROPE

Route d'Yssingaux
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-024-440
Code AIOT : 0005601739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement METAL COLOR EUROPE implanté Route d'Yssingaux 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à un signalement concernant notamment le stockage des déchets. Cette visite a également été l'occasion de rappeler à l'exploitant l'obligation de répondre aux constats présentant des non-conformités découlant de l'inspection précédente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL COLOR EUROPE
- Route d'Yssingaux 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005601739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

MCE est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface en utilisant des techniques de thermolaquage et de peinture liquide. L'entreprise dispose également d'installations permettant la préparation des supports par traitement chimique ou mécanique.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué la volonté du groupe Asoltech d'acheter le bâtiment hébergeant les installations afin de pouvoir créer un espace de stockage.

L'inspection souhaite rappeler à l'exploitant que si ce projet se concrétise, il conviendra d'informer le préfet de Haute-Loire, à travers un porter à connaissance, des modifications qu'il souhaite réaliser, avant leur réalisation, et comportant tous les éléments d'appréciations nécessaires (cf II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 5.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étanchéité du sol au droit de la chaîne de thermolaquage automatique ne semble pas assurée.

Les déchets liquides susceptibles d'être dangereux pour l'environnement ne sont pas associés à une rétention et ne sont pas identifiés correctement.

Les déchets en poudre, dont les mentions de danger ne sont pas indiquées, ne sont pas protégés des eaux météoriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, atelier traitement de surface
Prescription contrôlée : les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. (...)
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un liquide au droit des bacs contenant les eaux de rinçage de la chaîne de thermolaquage automatique. L'exploitant indique que les eaux de rinçage sont composées d'eau déminéralisée et d'un adjuvant. L'exploitant indique que ce liquide résulte des travaux de remplacement d'une pompe défectueuse. Il a par ailleurs été constaté : <ul style="list-style-type: none">• que la bordure de la rétention, composée de blocs bétons scellés les uns aux autres, avait été percutée par un engin et n'assurait plus sa fonction de rétention,• que l'exploitant avait foré un puisard au sein de la rétention, afin de recueillir, selon lui, les eaux s'y écoulant,• qu'une pompe avait été installée au sein de ce puisard pour collecter les eaux présentes dans la rétention, et que le tuyau de refoulement de cette pompe dirigeait les eaux dans un caniveau du site relié au réseau communal d'eaux usées.



L'exploitant indique avoir prévu de refaire l'étanchéité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À réception de ce rapport, l'exploitant devra supprimer le tuyau qui raccorde la pompe au caniveau.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devra fournir un rapport d'incident tel que requis par l'article R.512-69 du Code de l'environnement, relatif au rejet observé le jour de l'inspection.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les fiches de sécurité des produits utilisés dans les bains de rinçages ainsi que les derniers bordereaux de traitement en déchets industriels de l'eau de rinçage saturée.

Dans l'hypothèse où l'exploitant ne répondrait pas dans les délais impartis, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé au préfet de Haute-Loire.

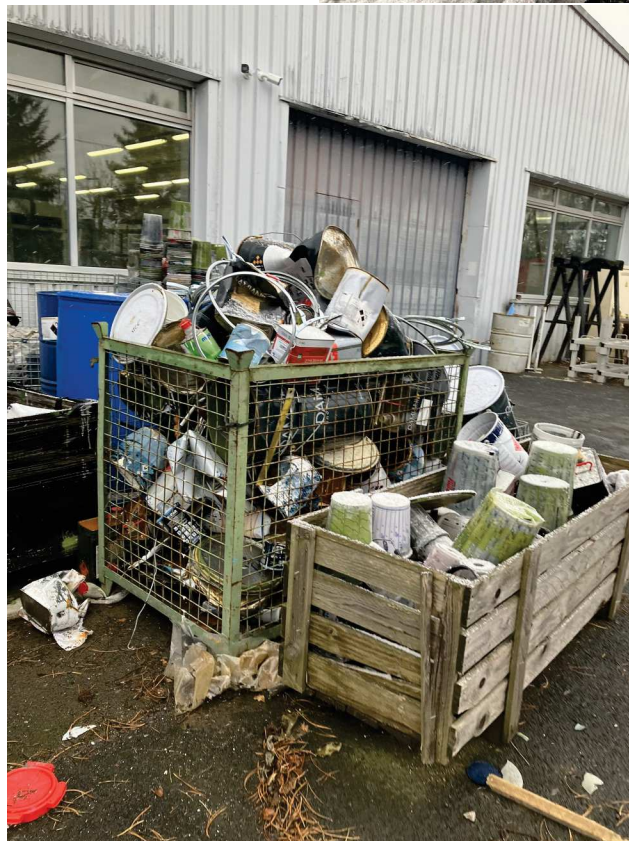
Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra justifier de la réalisation des travaux d'étanchéité du sol au droit de la chaîne de thermolaquage automatique, tant sur le pourtour de la rétention qu'au niveau du puisard nouvellement créé.

Il lui est en outre rappelé qu'il est totalement proscrit de déverser ses effluents industriels dans le

réseau communal d'eaux usées (art 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2009) et que les effluents collectés dans la rétention ne peuvent être évacués qu'en tant que déchet vers une installation dûment autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de bacs contenant des poudres utilisées dans le process, sans indication du danger qu'elles pourraient présenter pour l'environnement. Ces poudres n'étaient par ailleurs pas protégées des eaux météoriques.</p> <p>Il a également été constaté la présence d'un GRV contenant un liquide désigné comme un dissolvant par l'exploitant, non associé à une rétention.</p> <p>Il a également été constaté la présence de plusieurs bidons métalliques contenant du liquide dont émanait une odeur de dissolvant. Ces bidons ne comportaient aucune indication sur la nature des produits qu'ils contenaient, ni sur leur potentiel danger sur l'environnement. Aucune rétention n'était associée à ces bidons.</p> <p>De manière générale, de nombreux déchets semblaient stockés de longue date sur le site.</p>





Emplacements des déchets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devra mettre sur rétention les déchets liquides susceptibles de contenir des matières dangereuses pour l'environnement. Il devra également faire en sorte que les déchets contenant des matières susceptibles d'être dangereuses (poudres), soient protégés des pluies météoriques. Un étiquetage devra être mis en place afin d'identifier clairement la nature des déchets.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra avoir procédé à l'élimination des déchets stockés. Il fournira à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets associés ainsi qu'un plan des stockages de déchets actualisé.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fera réaliser une analyse des sols au niveau des stockages sur sol herbeux (sud-ouest de l'établissement). Il recherchera notamment les paramètres hydrocarbures, HAP, COHV, BTEX et la présence de métaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours